

LES CONSÉQUENCES DE LA RECHERCHE DE L'APPUI DES
ÉTATS-UNIS POUR L'OBTENTION D'UNE INVITATION AU
SOMMET ÉCONOMIQUE

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, ma question fait suite à celle du très honorable représentant de Prince-Albert. Comme l'un des principaux objectifs de notre politique étrangère, nous a-t-on donné à croire, consiste à affirmer notre indépendance des États-Unis particulièrement aux yeux de nos partenaires européens, le ministre peut-il expliquer pourquoi il ne faudrait pas considérer comme contraire à nos objectifs de compter à un tel point sur les efforts de M. Kissinger, ce qui peut nuire à nos chances d'être invités à la conférence?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous sommes heureux de pouvoir compter sur l'appui du président des États-Unis. Nous avons par ailleurs reçu l'appui du chef de gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et de celui du Royaume-Uni. Aussi n'avons-nous pas le sentiment de compter uniquement sur les États-Unis, dont nous nous réjouissons beaucoup de l'appui dans les circonstances.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE

LES AGISSEMENTS IMPUTÉS AU SYNDICAT INTERNATIONAL
DES MARINS—LE RAPPORT DE L'ENQUÊTE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au solliciteur général concernant l'enquête sur le Syndicat international des marins qui, je crois, a débuté en mai. Le ministre peut-il nous dire où l'on en est rendu actuellement, si l'on envisage d'intenter des poursuites et quand cette enquête prendra fin à son avis, si ce n'est déjà fait?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, je m'enquiers de temps à autre des progrès de l'enquête auprès de la GRC. Récemment, on m'a dit qu'elle était toujours en cours mais dans différents coins du pays, tantôt sur la côte ouest, tantôt sur la côte est, tantôt à Montréal et tantôt en Ontario, et qu'il était très difficile d'avancer une date où elle serait terminée parce qu'au cours de son déroulement, de nouvelles preuves sont venues s'ajouter auxquelles il a fallu donner suite. Je suis au regret de ne pouvoir en dire davantage pour l'instant.

L'ENQUÊTE SUR LE TRAFIC DES STUPÉFIANTS À L'AÉROPORT
DE DORVAL—LE RAPPORT D'ENQUÊTE

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, je peux maintenant répondre à la question posée par le député de Victoria au sujet de l'enquête, ouverte le printemps dernier sur l'affaire des narcotiques de l'aéroport de Dorval. Apparemment un ancien agent des Doua-

Questions orales

nes a été arrêté et accusé, ainsi qu'un ancien agent de police et un employé d'Air Canada qui travaillait à l'aéroport. Ces personnes étant accusées, la cause se trouve actuellement devant les tribunaux et je ne peux pas en dire plus pour le moment.

* * *

LA TAXE D'ACCISE

LA PORTION REMBOURSABLE DE L'IMPÔT SUR L'ESSENCE ET
LES ACHETEURS EN GROS—LES MODALITÉS PRÉVUES POUR
LA DÉLIVRANCE DE CERTIFICATS D'EXEMPTION

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Finances, ma question s'adresse au ministre du Revenu national et je la lui pose parce qu'il était secrétaire parlementaire lorsque le bill C-66 a été étudié à la Chambre. Les responsables du réseau d'autobus scolaires du Canada, l'Association canadienne du camionnage, ainsi que les municipalités, les entreprises de construction et les producteurs agricoles sont de plus en plus inquiets au sujet de l'imposition et de la perception de la taxe d'accise, remboursable, de 10c. sur le gallon d'essence; le gouvernement a-t-il précisé les modalités pratiques d'application du certificat d'exemption prévu, à l'intention des acheteurs d'essence en gros, dans un amendement de dernière minute du bill C-66?

● (1440)

L'hon. Jack Cullen (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, je ne sais pas exactement où nous en sommes à cet égard, mais je vais certainement me renseigner et le faire savoir au député.

M. Towers: Le ministre pourrait-il nous dire si le comité a été nommé et s'il a commencé ses travaux?

M. Cullen: A ma connaissance, il y a jusqu'ici un comité de deux ministères qui se penche sur ce problème.

* * *

L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

LA PARTICIPATION DES MINISTÈRES FÉDÉRAUX À LA LUTTE
CONTRE L'INFLATION

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au président du Conseil du Trésor et lui demander de confirmer si les ministères du gouvernement devront, comme on semble le croire, respecter non seulement la lettre, mais aussi l'esprit des règlements du gouvernement à l'égard des augmentations, et si le gouvernement refusera une hausse importante du prix de revient des services? Je pense surtout aux droits de permis, aux droits d'entrée dans les parcs et aux questions de ce genre.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, le gouvernement a la ferme intention de suivre les directives telles qu'énoncées dans le projet de loi présenté par l'honorable ministre des Finances. En ce qui a trait aux organisations qui permettent au gouvernement de percevoir des fonds, nous avons l'intention de suivre les mêmes directives, mais dans le cas particulier de Parcs-Canada, aucune décision définitive n'a encore été prise.